

ALGER

Alger républicain

Extract of Alger républicain

<http://www.alger-republicain.com/Deces-du-professeur-Gerard.html>

Décès du professeur Gérard Destanne de Bernis Un grand économiste et ami du peuple algérien vient de s'éteindre

- Hommages - Hommage aux amis et aux camarades disparus -
Publication date: lundi 3 janvier 2011

Description:

L'économiste Gérard de Bernis faisait partie de ces hommes de sciences, mus par des idéaux humanistes élevés, qui mettent leur savoir au service de la libération des peuples et de leurs progrès.

Par Abdelatif Rebbah

Copyright © Alger républicain - Tous droits réservés

Article publié dans La Tribune du 30 décembre 2010

Le 24 décembre, un grand ami de l'Algérie, le professeur Gérard Destanne de Bernis nous a quittés. Il avait 82 ans. L'économiste Gérard de Bernis faisait partie de ces hommes de sciences, mus par des idéaux humanistes élevés, qui mettent leur savoir au service de la libération des peuples et de leurs progrès. Un choix de vie qu'il avait décidé dès sa prime jeunesse étudiante. Militant chrétien de gauche dans la lignée du grand penseur François Perroux, l'étudiant en droit, Gérard de Bernis, un court temps président de l'Unef en 1950, devient communiste, les causes de la libération nationale et d'émancipation sociale se confondant naturellement dans son engagement. En 1962, le peuple algérien sortait, laminé par le bas, d'un règne de près d'un siècle et demi de colonialisme, ce « **sous-ensemble du capital, militairement violent** ».

Le jeune État indépendant, confronté dans le même temps ? des tâches écrasantes multiples et variées, comptait dramatiquement ses maigres ressources qualifiées pour administrer le pays, nourrir et soigner sa population, former ses enfants, construire ses infrastructures, gérer et développer son économie. Un architecte par-ci, un agronome par-là ? , quelques avocats, de rares ingénieurs sans pratique industrielle, des médecins et enseignants en flagrant sous-effectif... Gérard Destanne de Bernis, alors professeur ? la Faculté de droit et de sciences économiques de Grenoble, était de ceux, au final de bien nombreux amis aujourd'hui oubliés, qui ont traversé les frontières, quitté les écoles, les facultés, les centres de recherche ou les laboratoires où ils officiaient pour mettre leurs compétences au service du peuple algérien. Ils pouvaient être chrétiens, chrétiens de gauche, communistes ou trotskystes. Ils avaient tous la profonde conviction d'une unique condition humaine et d'une nécessaire justice ? promouvoir parmi les hommes.

Aujourd'hui encore, leurs hautes figures nous perpétuent un espoir de vraie fraternité entre les hommes. Ils avaient pour noms André Mandouze qui prit en charge la difficile mission de poser les fondements de l'Université moderne d'un peuple maître de sa destinée, l'agronome René Dumont, auteur d'une étude sur la réforme agraire en Algérie indépendante publiée en mars 1961, dans la revue Les temps modernes et venu dès janvier 1963 étudier les principales mesures pour asseoir les conditions de sa réussite, Pierre Cot, agrégé de droit qui apporta une contribution déterminante ? la mise au point du dossier de renégociation des clauses pétrolières des Accords d'Evian et des centaines d'autres spécialistes de différentes disciplines moins connus ou anonymes qui témoignaient, sur le terrain, par les actes, de leur solidarité avec les Algériens, permettant ? la rentrée scolaire et universitaire 1962/63 de se dérouler, aux candidats au bac de le passer, ? la campagne labours-semences de se réaliser, etc. [1]

Au service du développement

Observateur attentif des problèmes de la formation du sous-développement et surtout entièrement penché sur l'étude des perspectives et voies possibles d'en sortir dans des délais rapides, Gérard de Bernis avait pu vérifier tout spécialement sur le cas algérien « **cette double capacité de l'industrie ? créer tout ? la fois, mais d'une manière différente, les industrialisés et les non-industrialisés** ». En Algérie, faisait-il constater, en 1963, dans une contribution ? une étude présentée par François Perroux et intitulée Problèmes de l'Algérie indépendante (n° hors-série de Tiers-Monde. PUF 1963), l'industrie coloniale étrangère ? la société algérienne, non seulement ne l'avait pas attiré ? elle, mais encore elle l'avait mise radicalement en cause, faisant du peuple algérien, un non-industrialisé et de l'Algérie un pays sous-développé. (Gérard Destanne de Bernis, l'industrialisation en Algérie, pp.125-137).

L'indépendance politique, écrit-il, contribue ? modifier ce contexte : l'industrie y perd son caractère étranger, voire

agressif. Bien plus, l'industrialisation est revendiquée comme le moyen de supprimer la situation de dépendance économique qui subsiste après l'indépendance politique. Encore faut-il, pour que le processus d'industrialisation puisse concrètement se réaliser, insiste d'emblée Gérard de Bernis, que la grande masse de la population l'accepte. L'industrie doit, pour cela, prouver, poursuit-il, que loin de faire concurrence ? d'antiques activités, elle est le principe même de leur modernisation et de l'amélioration des niveaux de vie. Prenant l'exemple du chemin de fer, le professeur De Bernis s'attache ? montrer en quoi il constitue l'exemple de « l'industrie » qui ne tire pas son importance de ce qu'elle produit (le service du transport) mais de ce qu' elle est susceptible de promouvoir, la série des activités amont entraînées par la création du chemin de fer, création des usines de fabrication des rails, des wagons, etc., activités du secteur métallurgique et sidérurgique. Or, fait-il remarquer, ce sont les industries françaises de ces produits qui ont alimenté l'Algérie. Le chemin de fer algérien a exercé les effets de développement habituels... en France et non pas en Algérie ! C'est ce que Gérard de Bernis appelle une industrie non industrialisante pour notre pays.

L'Algérie indépendante ne peut pas reproduire ce schéma d'éviction d'une industrialisation endogène, générateur du sous-développement. Le produit de l'industrie industrialisante doit être destiné au pays lui-même, c'est- ? -dire ? la fois consommable dans le pays et consommé effectivement (par opposition ? produit pour l'exportation). Il doit faire partie de la catégorie des produits porteurs de progrès, c'est- ? -dire susceptibles d'accroître la productivité du travail dans les autres secteurs. Les traditionnels et discutables dilemmes industrie-agriculture ; industrie lourde-industrie légère se résolvent, pour De Bernis, dans le long terme du développement économique. Toute augmentation du niveau de vie de la population algérienne, massivement rurale, argumente-t-il, est liée ? une augmentation de la productivité du travail agricole dont l'une des conditions essentielles, ? côté des nécessaires transformations structurelles, est fournie par l'industrie.

Défenseur de l'indépendance économique

Dans ce sens, explique-t-il, une liaison essentielle relie étroitement, la réforme agraire- préparation et ouverture du milieu au progrès- et l'industrialisation- modernisation de l'agriculture sous l'impulsion de l'industrie. Il ne sert ? rien de produire des engrais, par exemple, si les paysans ne sont pas disposés ? les utiliser ; il ne sert ? rien d'amener ces paysans ? les désirer si l'industrie ne les leur fournit pas. Déterminante pour le progrès de l'agriculture, cette industrie va en même temps livrer aux autres secteurs industriels les bases mêmes de leur construction : sidérurgie, métallurgie, mécanique, plastiques, chimie, ciment. Des industries qui ont le double avantage, faisait-il encore observer, de valoriser une ressource abondante du sous-sol algérien, le gaz naturel, et de porter l'industrie algérienne sur les techniques les plus progressives. Le professeur De Bernis préconisait cette orientation conformément d'ailleurs aux priorités retenues par le Programme de Tripoli et confirmées en 1964 par la Charte d'Alger.

Elles firent, on le sait, le malheur des conseillers de la Banque mondiale qui rodèrent un temps, vers 1966, dans notre pays, dans l'espoir de nous refiler leurs recettes. Surtout, elles permirent ? l'Algérie d'édifier en un temps record une base industrielle diversifiée qui fournit ? des centaines de milliers d'Algériens un emploi stable et valorisant et des qualifications dans tous les domaines d'activité économique, ouvrant en même temps, la porte naguère verrouillée des responsabilités techniques et gestionnaires ? des milliers de cadres et techniciens. Si une vulgate intéressée dépitée de ne pas avoir pu réserver les ressources de notre pays ? l'insatiable appétit des multinationales et de leurs sous-traitants a voulu réduire la pensée du professeur De Bernis ? un trivial et vulgaire primat de l'industrie lourde, source de gâchis, une génération d'étudiants en sciences économiques, enfants sans complexes de l'Algérie indépendante, sait ce qu'elle doit ? l'enseignement et ? l'apport novateur de cet économiste fécond qui a forgé les armes théoriques pour penser et concevoir les fondements stratégiques d'une politique de

développement national authentique et au service du progrès du peuple algérien.

Pour lui, l'indépendance nationale et la construction d'un système productif national allaient de pair. Aujourd'hui, avec l'échec avéré de plus d'un quart de siècle de politiques économiques libérales, on peut mesurer ? quel point cette vision était fondamentalement juste et combien demeurent actuels ses enseignements.

Par Abdelatif Rebbah

Article publié dans La Tribune du 30 décembre 2010

[1] La liste est bien plus longue de ces intellectuels de renom qui sont venus du monde entier apporter au peuple algérien leur savoir et leurs compétences, auxquels il faudra un jour rendre l'hommage qu'ils méritent, parmi lesquels, les géographes André Prenant, Yves Lacoste, Jean Dresch, l'historien André Nouschi, les économistes Charles Bettelheim, Jacques Peyrega et bien d'autres encore, universitaires, ingénieurs ou médecins dont la génération de l'indépendance garde le souvenir de l'aide amicale.